

Subsides

nom de l'entreprise, établit immédiatement un chèque pour payer la taxe de vente du mois en cours. Il ont menacé de saisir les comptes à recevoir de la compagnie si la taxe de vente n'était pas payée immédiatement. Ce fabricant protégeait des gens du chômage, madame l'Orateur. Il payait des taxes de vente fédérales et contribuait à la prospérité de tous les Canadiens. Au lieu d'essayer de l'encourager, le gouvernement a voulu l'étouffer avec tellement de tracasseries administratives qu'il a presque fait faillite.

Je suis heureux de mentionner que, lorsque l'affaire a été signalée à l'attention du ministre du Revenu national (M. Cullen), il s'est montré compréhensif. On a pris des dispositions pour qu'il puisse payer les taxes plus tard. Cependant, il n'aurait pas dû être obligé de s'adresser à son député. Il n'aurait jamais dû avoir des problèmes avec ces bureaucrates qui lui mettaient constamment des bâtons dans les roues.

Un troisième problème qui touche mes commettants, même si l'usine ne se trouve pas dans ma circonscription, est la situation qui existe à la section de l'électro-ménager de Westinghouse Canada. Westinghouse Canada tente actuellement de vendre son entreprise à une autre société et il y a deux offres, une de White Consolidated Industries, une compagnie étrangère, et l'autre de C.S.W. Ltd. Un certain nombre de mes commettants travaillent à l'usine d'Orangeville qui emploie environ 200 personnes, et je sais que le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) a soulevé la question de l'usine de Hamilton et de ses emplois. Les travailleurs à l'usine d'Orangeville ne sont pas syndiqués et sont fort inquiets de leur avenir.

Le gouvernement a fait bloquer la vente de Westinghouse Canada à White Consolidated Industries par l'Agence d'examen de l'investissement étranger et je n'y trouve rien à redire. Ce qui m'ennuie, c'est que le gouvernement tarde tellement à annoncer sa décision au sujet de la vente. Nous comptons obtenir une décision la semaine dernière, mais le ministre de l'Industrie et du Commerce est parti pour deux semaines en Extrême-Orient, de sorte que l'avenir des travailleurs demeure incertain. Leur moral s'en ressent; ils sont inquiets au sujet de leur emploi et ils ont raison de l'être. C'est pourquoi j'ai écrit récemment au premier ministre pour lui exprimer mon inquiétude au sujet de ce problème et lui demander de trouver une solution au plus tôt. Le plus important est de protéger les emplois des travailleurs canadiens, donc, de leur donner des garanties. Je sais que GSW Ltd. a offert des garanties pour le compte de ses usines de Hamilton et d'Orangeville, mais je ne sais pas que White Consolidated Industries en ait donné. C'est inquiétant.

● (2110)

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'Ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Qu'il poursuive.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

Une voix: Pas plus d'une heure.

M. Beatty: Madame l'Orateur, mon collègue dit que je ne dois pas parler pendant plus d'une heure. J'espère terminer bien avant cela.

Je m'inquiète de la vente de Westinghouse Canada. L'industrie de l'électro ménager est actuellement partagée en six parts relativement égales. La société qui prendra le

contrôle de Westinghouse Canada dominera le marché canadien, c'est-à-dire celui de l'électro ménager. C'est là un sujet d'inquiétude. La conception antérieure par le gouvernement d'une stratégie industrielle pour le Canada était sectorielle. Elle favorisait l'exercice du contrôle dans chaque secteur par une entreprise canadienne. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson) devrait se pencher attentivement sur cette question. La productivité des Canadiens revêt une importance vitale, de même que les décisions qui pourraient toucher notre aptitude à soutenir la concurrence à l'étranger. Je ne dis pas que le ministre devrait prendre telle ou telle décision à cet égard. Je dis simplement que l'un des critères régissant ses décisions devrait résider dans la protection des emplois des travailleurs concernés et dans la nécessité d'un contrôle canadien sur ce secteur important.

Les députés savent que le gouvernement dépense énormément pour les grandes sociétés. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) a mentionné la Société pour l'expansion des exportations, qui met des centaines de millions de dollars à la disposition des grandes industries. Le sort des petites entreprises m'inquiète. Nous avons fait trop peu de cas de nos petits hommes d'affaires et de nos agriculteurs. Ce sont les plus productifs. La misère n'est jamais loin, et ils doivent être productifs s'ils veulent joindre les deux bouts. Le gouvernement devrait s'occuper de ce secteur au lieu de ne donner de l'argent qu'aux grosses entreprises. En comparaison des grosses entreprises, les petites entreprises sont perdues dans les formalités, écrasées par les impôts et doivent concurrencer la Commission d'assurance-chômage, qui est dans un fouillis incroyable.

Au contraire du premier ministre, je suis un ardent défenseur du système de libre marché. Il est temps d'alléger le fardeau des petites entreprises. Il est temps que les grandes entreprises en portent leur part. La politique du gouvernement actuel a fait tout le contraire. Si le système de libre marché est moribond au Canada, comme le pense le premier ministre, c'est en grande partie à cause de l'intervention du gouvernement, qui protège les grandes entreprises mais ne fait pratiquement rien pour les petites entreprises.

Le gouvernement devrait modifier le régime fiscal de façon à prévoir des encouragements à la productivité. Dans le cadre du programme actuel des prix et des revenus, les travailleurs peuvent toucher jusqu'à 2 p. 100 de plus pour les hausses de productivité. Nombre d'économistes estiment que ce pourcentage est trop modeste et qu'on devrait encourager davantage la productivité du travailleur. Je suis d'accord. Le gouvernement devrait intervenir. J'espère donc que le gouvernement va réexaminer en partie son programme de contrôles et accorder plus d'encouragements à la productivité. Ainsi, pourquoi ne pas modifier le régime fiscal pour encourager les travailleurs à placer de l'argent dans leur compagnie? Ce concept me semble tout à fait emballant. Il donnerait au travailleur des intérêts dans son travail, l'encouragerait à produire davantage tout en lui donnant une certaine sécurité pour l'avenir. Si notre régime a besoin d'amélioration, le gouvernement devrait favoriser les encouragements à l'industrie et les placements des travailleurs dans leur compagnie.

La situation actuelle est critique. Si le gouvernement prend des mesures énergiques pour renflouer l'économie, le Canada connaîtra la prospérité. Sinon, je prévois une inflation plus forte, une montée en flèche du chômage et une baisse constante de notre balance des paiements.